

166 psychiatres et médecins du Vinatier alertent sur les conditions de travail à l'hôpital public

Publié le 16/02/17 - 16h41 - HOSPIMEDIA

Un appel signé par 166 psychiatres et médecins du CH du Vinatier à Bron, près de Lyon, dénonce "la paupérisation globale de l'offre de soins" et les "conditions de travail de plus en plus éprouvantes" à l'hôpital public. Touchés eux-mêmes par des menaces sur l'emploi au CH, ils espèrent rallier d'autres communautés médicales à leur initiative.

"Actuellement confrontés à une dégradation des conditions de prise en charge des patients", 166 psychiatres et médecins travaillant au CH du Vinatier à Bron, près de Lyon (Rhône) ont diffusé ce 16 février un appel. Ils y expriment leur "très grande inquiétude sur l'avenir des missions de la psychiatrie publique" et la difficulté de "maintenir des soins de qualité et de proximité dans les dispositifs de secteur et à prendre en charge les populations les plus démunies".

Accroissement de la souffrance au travail

Ils dénoncent ainsi *"la tyrannie des économies comptables, véritable rouleau compresseur, faisant fi des besoins des patients"*. Selon eux, *"les directeurs d'hôpitaux exécutent les injonctions des ARS qui exécutent les ordres du ministère, au nom d'impératifs financiers dont nul ne se risquerait à comprendre le sens véritable et le but ultime"*. Si ce n'est, selon eux, *"l'inexorable démantèlement de la médecine hospitalière depuis vingt ans, tous gouvernements confondus"*. Devant les nouvelles économies annoncées pour 2017 via l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) pour les hôpitaux publics, ils soulignent que les *"mutualisations et fusions de services ont presque atteint leurs limites"*. C'est donc *"sur les réductions d'activités et sur la réduction des effectifs que se feront les économies"*. Les PH disent ainsi assister *"à la paupérisation globale de l'offre de soins, à la mise en place de conditions de travail de plus en plus éprouvantes — avec un accroissement de la souffrance au travail —, à la perte des solidarités et au lent naufrage de [leurs] valeurs et engagements cliniques"*. Ils s'interrogent sur *"le silence de la communauté médicale dans ce contexte"*. Les mesures pour 2017 sont en partie déjà arrêtées (fermeture d'unités, fusion de structures, rendu de temps soignant), poursuivent-ils et *"ces exercices de restriction seront à répéter (...) dans les années à venir"*. *"Nous avons encore le choix d'affirmer une position clinique, citoyenne et politique, celle de la défense de l'hôpital public et du refus de son démantèlement"*, concluent les signataires de cet appel. Et de rappeler qu'une *"médecine publique de qualité est un choix de société, un investissement pour lequel une société engage les moyens nécessaires"*.

Suppression de 70 ETP envisagée en 2017

Contactée par *Hospimedia*, la présidente de la commission médicale d'établissement (CME), Blandine Perrin, explique qu'avec cet appel (signé à 80% par des psychiatres mais aussi par des médecins somaticiens), les signataires (près de 80% du corps médical du CH) espèrent être rejoints par d'autres hospitaliers qui partageraient leurs inquiétudes. *"Nous sommes conscients que nous ne sommes pas les seuls à vivre ces difficultés mais le niveau de pression, notamment financière, augmente"*, explique-t-elle. Au CH du Vinatier, par exemple, les péréquations régionales notifiées par l'ARS* sur les dotations allouées aux hôpitaux psychiatriques, ajoutées aux autres économies liées à

l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD) pour 2017, aboutiraient à la suppression de 70 équivalents temps plein (ETP), touchant toutes les catégories professionnelles, explique-t-elle. Mais, au-delà des contraintes locales, qui ont servi en partie de déclencheur à cette initiative, la communauté médicale veut engager une réflexion plus globale sur les "*aberrations*" auxquelles conduisent des plans d'économies en termes d'impact sur l'organisation des soins. "*L'idée que les économies seraient une affaire de bonnes pratiques*" est difficilement concevable, explique-t-elle. "*Travailler aux bonnes pratiques, évidemment oui mais il va falloir nous expliquer comment faire mieux ou comme avant, avec moins*", et notamment des suppressions de postes, poursuit la présidente de la CME, qui témoigne de son incompréhension quant aux péréquations régionales. *A fortiori* lorsque l'on touche aux effectifs qui incarnent en psychiatrie le principal outil de travail pour l'offre de soins...

Également contacté ce 16 février, le directeur du CH du Vinatier, Hubert Meunier, n'a pu "*commenter, dans le cadre de [ses] fonctions et du devoir de réserve qui s'y attache, cette expression collective "clinique, citoyenne et politique", pour reprendre [les] propres termes [des signataires], dont l'objet dépasse largement le périmètre du seul Vinatier*".

Caroline Cordier

* Sollicitée par Hospimedia, l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes n'avait pas répondu à l'heure où nous publions.